

FEDERATION WALLONIE-BRUXELLES

Un déficit plus élevé que prévu

Le déficit budgétaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles est revu à la hausse de 70 millions. La faute a des imprévus...

Le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, entré dans la dernière ligne droite de son ajustement budgétaire, prévoit de terminer l'exercice 2016 avec un déficit d'au moins 270 millions d'euros, soit bien plus que les 200 millions prévus à l'initial.

Selon le ministre du Budget, André Flahaut, une série d'éléments nouveaux sont en effet venus dégrader les perspectives budgétaires de la Fédération depuis décembre dernier.

Un contentieux vieux de 27 ans concernant les cotisations sociales du personnel de l'enseignement catholique pour l'année 1989 vient en effet de trouver son épilogue juridique au détriment de la

Fédération, provoquant une dépense supplémentaire de 38 millions d'euros.

Autre mauvaise nouvelle : le récent dépassement de l'indice-pivot qui entraînera un saut d'index, avec un surcoût pour la Fédération estimé à une cinquantaine de millions d'euros.

Cet ajustement budgétaire est d'autant plus compliqué que la Fédération n'y voit toujours pas très clair sur ses recettes, notamment les quelque 55 millions d'euros qu'elle espère récupérer dans le litige avec le fédéral concernant le transfert du financement des hôpitaux universitaires.

Lors de ses précédents budgets, la majorité PS-cdH avait déjà adopté une série de mesures d'économies. Si leur rendement est plus ou moins en ligne avec les attentes, une mesure visant le traitement des enseignants ne rapporte toutefois pas autant qu'espéré. «*Ça fait plusieurs millions d'euros en moins...*», grimace André Flahaut, sans toutefois citer de chiffres précis.

Pour l'heure, différents groupes d'experts sont toujours à l'œuvre,

notamment pour identifier les économies qui peuvent être générées par une meilleure gestion des bâtiments de la Fédération.

Ce budget ajusté devrait également prévoir une série de nouvelles dépenses, notamment en matière de sécurisation de bâtiments après les attentats de Bruxelles.

Il y a aussi plusieurs urgences en matière d'aide à la jeunesse que le gouvernement ne peut (plus) ignorer. Ainsi que l'impact budgétaire du nouveau contrat d'administration que l'exécutif vient de boucler.

Le retour à l'équilibre est toujours envisagé pour «*2018 ou 2019, mais à condition que certains éléments se clarifient*», insiste André Flahaut. ■